

Le procès du POUM (1936)

L'Internationale n°39 (26 octobre 1938)

Le procès des dirigeants du POUM est terminé, mais nous ne connaissons pas encore les peines infligées aux accusés. Après le réquisitoire du procureur, il faut s'attendre à des dizaines d'années de prison.

Remis plusieurs fois, ce procès s'est tenu à la veille du règlement de la question espagnole qu'annoncent et préparent les impérialismes. Le gouvernement du socialiste Negrin vient de donner à ses amis de Paris et Moscou un gage de son autorité. Ce procès aura en effet montré qu'il n'existe plus en Espagne « républicaine » aucune force ouvrière capable de s'opposer à la contre-révolution triomphante.

Il faut bien souligner l'absence totale de réaction contre ce scandaleux procès, même de la part des anarchistes et syndicalistes de la C.N.T. et de la F.A.I., complètement domestiqués maintenant. Certes, Federica Montseny et Largo Caballero ont fait quelques déclarations en faveur des accusés. Mais nous ne pouvons pas oublier que ces deux leaders étaient précisément ministres lors de la répression qui suivit les journées de mai 1937. Leurs protestations viennent donc un peu tard, lorsqu'eux-mêmes se sentent menacés, après avoir été éliminés du gouvernement.

Que les staliniens, qui ont monté le procès et mené la répugnante campagne que l'on sait, soient les principaux responsables de la répression qui frappe les militants du POUM, c'est un fait qui ne doit pas nous faire passer sous silence le rôle des chefs socialistes, réformistes, anarchistes et syndicalistes. Qu'ont fait la C.N.T., la F.A.I. et le parti socialiste, contre le procès? Rien. Ce sont donc les complices plus ou moins honteux ou avoués des bourreaux stalino-bourgeois du gouvernement Negrin.

A l'étranger, le procès du POUM a soulevé de nombreuses protestations. Les organisations adhérentes au Bureau de Londres ont soutenu les dirigeants du POUM en organisant des meetings, en envoyant des télégrammes, en faisant démarches sur démarches auprès de leurs gouvernements respectifs. Mais nous savons ce que valent de telles manifestations. Par exemple, faire appel, en France, à un Belin et à d'autres personnalités du mouvement ouvrier ou libéral, c'est ne rien faire de sérieux pour le POUM, mais cela permet à ces Messieurs de redorer leur blason auprès de quelques milliers de militants. Si Belin était annoncé au meeting de la Mutualité du 22 octobre, « *Le Peuple* », lui, n'a rien publié contre la sinistre comédie de Barcelone. Comme toute la presse « ouvrière », « *Le peuple* » s'est tu, et c'est normal. Ceux qui trahissent en France les intérêts ouvriers ne peuvent avoir d'autre attitude au sujet du sort de révolutionnaires étrangers. Et ce n'est pas le télégramme hypocrite de l'I.O.S. qui peut modifier notre appréciation.

Ce procès du POUM a une signification que nous tenons à rappeler à nos camarades qui luttent contre les traîtres du mouvement ouvrier. Des militants révolutionnaires espagnols ont été accusés d'espionnage et de trahison de la « patrie ». Les révolutionnaires en France seront aussi accusés d'être les agents d'Hitler et des membres de la 5^e colonne. Les staliniens ont d'ailleurs déjà commencé à proférer des menaces contre les militants syndicaux Lutte de classe. Apprêtons-nous donc à réagir de toutes nos forces.

Quant à la solidarité envers les militants du POUM condamnés, continuons à l'organiser, mais en restant sur le terrain de la lutte des classes, et non en faisant appel aux âmes charitables. Les révolutionnaires doivent se défendre par leurs propres moyens, en s'adressant à leurs camarades de classe et non aux leaders à double face.